

Les marchés financiers ou les besoins sociaux ?

Il ne sert à rien de céder aux marchés financiers !

Après quelques mois d'accalmie, la tempête financière revient en force, cette fois-ci en Europe. Les spéculateurs s'en sont d'abord pris à la Grèce en mettant en doute la capacité de ce pays de faire face à ses échéances de remboursement. La réponse du gouvernement « socialiste » de Papandreou a chaque fois été la même : tenter de rassurer les marchés par des plans d'austérité. En l'espace de six mois, trois plans successifs ont été mis en place et aucun n'a réussi à calmer les marchés financiers : pire, ils s'en sont pris à l'ensemble des pays du sud de l'Europe ! Pourtant l'addition que doit aujourd'hui payer le peuple grec est exorbitante :

- Baisse des retraites et des salaires des fonctionnaires de 15 % ;
- Augmentation de la TVA de 19% à 23 % ;
- Gel des salaires du public et du privé durant 3 ans ;
- Facilités de licenciement accrues pour les entreprises ;
- Coupes dans les allocations chômage.

Devant l'attaque généralisée contre les dettes des pays du sud de l'Europe, l'Union européenne a mobilisé en l'espace d'un week-end près de 750 Mds € pour faire face à la spéculation, assortis de l'adoption d'engagements sur des plans d'austérité pour les pays à budgets déficitaires. L'Espagne vient de baisser le salaire de ses fonctionnaires de 5% et de geler les retraites jusqu'en 2011. Le Portugal a gelé les salaires de la fonction publique jusqu'en 2013 !

Après avoir plébiscité ces mesures, les marchés en veulent encore plus : pourtant ces plans d'austérité vont entraver une éventuelle sortie de récession. Les marchés veulent tout et son contraire. La plaisanterie a assez duré !

France : l'enjeu des retraites.

En France, l'enjeu de la réforme des retraites s'inscrit dans cette perspective. En 2010, le déficit des retraites sera de l'ordre de 30 Mds €, somme qui ne représente donc qu'une partie d'un déficit global de l'État d'environ 145 Mds € : il s'agit donc de faire payer prioritairement les salarié-e-s et retraité-e-s de ce pays. La « réforme » des retraites proposée par le gouvernement répond directement à la pression qu'exercent aujourd'hui les marchés financiers.

D'emblée, le cadre de la réforme est imposé : recul de l'âge de départ à la retraite et augmentation de la durée de cotisation. Dans le contexte de crise économique et du chômage de masse actuel, le résultat est évident : de plus en plus de personnes, notamment les femmes, ne pourront justifier de carrières complètes et devront se contenter de retraites de plus en plus minces. Déjà, à cause des réformes précédentes, le niveau moyen des pensions a baissé de 15% !

Pour préserver le système de retraites, plutôt que de tirer des plans sur la comète pour les quarante prochaines années, il faut garantir ce qui existe par une augmentation des ressources. La remise en cause de l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, la mise à contribution des stock options, la taxation de la spéculation financière sont indispensables. Les diverses niches fiscales existantes pèseront 72 Mds € sur le budget en 2010 et les exonérations des cotisations sociales seront de 46 Mds € : largement de quoi assurer l'équilibre de notre système de retraites !

Place aux besoins sociaux !

L'écart entre les plus riches et les exclus de notre société est indécrottable, et la crise des marchés financiers n'implique rien de bon pour l'avenir : la crise économique va se prolonger et le petit espoir de voir reculer le chômage de masse s'amenuise. Cette situation va aussi peser sur les salaires.

Pourtant, jamais l'éducation nationale n'a eu autant besoin d'enseignants. Le mal-logement est récurrent, et la crise écologique qui s'approfondit nécessite une profonde reconversion de notre économie : développer les transports en commun, mener une politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies alternatives, modifier en profondeur la production agricole.

Il faut casser la course folle à l'endettement de la majorité de la population au profit d'une petite minorité. Cela suppose d'avoir le courage de faire défaut si nécessaire sur la dette, de façon à renégocier celle-ci, imposer une répartition plus juste des richesses et engager l'appropriation publique du système bancaire.

Il faut cesser de s'en remettre aux marchés financiers pour susciter de l'activité mais donner au système bancaire socialisé un rôle central dans la relance de l'économie afin de permettre aux citoyen-ne-s de contrôler effectivement les grandes orientations qu'ils-elles veulent donner.

C'est la raison pour laquelle l'unité sans faille des organisations syndicales doit se réaliser pour rejeter ces plans de réforme des retraites.

Gagner ENSEMBLE contre le MEDEF et le Gouvernement ouvrira l'espoir d'une alternative.

- **Rejet du plan gouvernemental de réforme des retraites !**
- **Renégociation de la dette publique pour mieux répartir les richesses !**
- **Pour une alternative politique, pour le pouvoir aux citoyen-ne-s !**



www.alternatifs.org

Pour prendre contact avec les Alternatifs, remettez ce bon :
nom : _____
adresse : _____
adresse électronique : _____
Et renvoyez-le à :
LES ALTERNATIFS
40, rue de Malte
75011
Paris